

... sent, en l'absence de toute vie, comme des pierres tombales d'un passé assassiné: très nombreux à Butare, une ville d'au moins 200 000 habitants, les Tutsis y ont été exterminés. Combien sont morts? Tous ceux qui n'ont pas réussi à fuir, peut-être même tous sauf - comme le dit un prêtre, lugubrement - les «unités individuelles» qui se cachent encore.

C'est le 16 avril, dix jours après la mort du président Juvénal Habyarimana, que la rage vengeresse a atteint Butare. «Ce n'était pas spontané, mais des gens affluaient de partout, disant que les Tutsis avaient tué le Président, qu'ils s'attaquaient aux Hutus et qu'il fallait éliminer l'ennemi de l'intérieur», raconte un témoin. Ainsi, les habitants hutus ont-ils tué leurs voisins tutsis par peur de se faire tuer à leur tour. L'hécatombe par anticipation. «C'était terrible, pendant une semaine personne n'a osé sortir», dit un religieux. En furie, les militaires et civils confondus sont entrés dans les maisons, ont sortis des êtres horrifiés, vite assassinés, décapés, écrasés. Comme ailleurs, les prisonniers ont été réquisitionnés pour les enterrer. «Il y a des fosses communes partout, murmure une jeune femme. Notre ville a désormais une ceinture de charniers.»

Les Tutsis ne sont pas les seuls à avoir péri. Evinés du pouvoir qu'ils exerçaient par le coup d'Etat du général Habyarimana, en 1973, les Hutus du sud, alors eux aussi opprimés, s'étaient rapprochés des Tutsis. Butare, en particulier, était devenu le berceau de l'opposition intérieure, de ces «modérés» qui, entre la dictature militaire et la rébellion armée, cherchaient une voie médiane pour la démocratie ou, plus précisément, un meilleur partage du pouvoir. Après la mort du général-président, tous ces Hutus «progressistes», considérés comme des «traîtres à la race» par les militaires presque exclusivement recrutés au nord, ont subi la colère meurtrière de l'armée et de la milice de l'ancien régime.

Aujourd'hui, tout le monde - «la majorité des impuissants», comme les désigne le vieux père Lucien - se terre. Les rares Tutsis rescapés se cachent dans de faux plafonds, vivent dans des trous de jardin, s'ensevelissent sous des planches, pour quelques heures de sommeil sur un chantier abandonné. Les Hutus, eux aussi, ont peur. Une carte d'identité perdue, un patronyme qui ne revient pas à un de ces nervis aux barrages, souvent ivres morts, et leur sort est joué. A Butare où, il y a deux mois, vivaient plus d'une centaine d'Européens, même les Blancs ne sortent plus. De toute façon, il ne sont que six: trois religieux, un couple de protestants qui ne veut pas abandonner



«ses» orphelins et, indéfectible pour des raisons de lui seul connues, un garagiste français du coin.

Dans le réfectoire de la procure de Butare, à l'ombre de la cathédrale désolée: réduite en témoin silencieux, le dîner s'achève par une prière, chacun derrière sa chaise, debout. Un instant de recueillement puis, seul ou par petits groupes, on part pour la nuit. La salle est presque vide lorsque, sans faire de bruit, deux jeunes femmes entrent, s'asseyent, mangent sans dire un mot. Seulement ce regard, derrière de longs cils courbés, cet appel de détresse lancé par des yeux sombres, enfoncés dans le crâne comme des écobiers...

«Que faites-vous?» «Je me cache, mais je n'en peux plus», répond Grâce, un anorak noir serré sur le pagne, les cheveux sous un filet, rassemblés. «Ça fait plus d'un mois que ça dure. Je n'ai plus de forces. Qu'ils viennent donc me prendre. Au moins, comme ça, c'est fini.»

Avant «les événements», Grâce était au Groupe scolaire, juste en face, là où, depuis l'évacuation du principal camp militaire de Kigali, se remettent les blessés de l'armée. Aujourd'hui, traverser la rue, c'est la mort à coup sûr. «Une fois, dans un champ où, totalement épuisée, j'étais endormie, ils m'ont prise», raconte-t-elle. Mais, plus bandits que militaires, ces hommes l'avaient finalement relâchée en échange de toutes ses économies. L'équivalent de plus de mille francs. «Ils étaient surpris», se souvient Grâce, l'air songeur et presque joyeux. Avant d'ajouter: «Mais aujourd'hui, même les moins excités vous tuent, tout de suite, sans rien demander.» C'est que les rebelles du FPR, le Front patriotique rwandais essentiellement composé de Tutsis, sont sur le point de gagner la bataille de Kigali. Donc, plus que jamais, les Hutus ont peur et tuent. Débusqués, les rescapés de leurs massacres sont achevés comme des «ennemis infiltrés».

Une victoire rapide du FPR, la déroute de l'armée gouvernementale, est-ce l'espoir? «Pour nous, il n'y en a aucun», répond l'abbé hutu. «Si le FPR vient, ils vont tous nous tuer», affirme-t-il, sans être contredit. Tout en précisant qu'il ne les a pas vus de ses yeux, il fait état de témoignages accablants de contre-massacres. «Que voulez-vous, en entrant dans un village où il n'y plus de Tutsis, comment ne pas prendre les Hutus restants pour leurs assassins?» C'est, aujourd'hui, le résumé le plus sobre de la situation: dans l'enclave des tueurs, eux-mêmes traumatisés par le sang si abondamment versé, on continue de tuer pour ne pas être victime mais plutôt bourreau.

Et l'étranger? Dans la rue principale de Butare, à un jet de pierre de la procure, circulent presque quotidiennement les humanitaires: les convois de vivres de la Croix-Rouge internationale (CICR), les ONG cherchant à faire face à l'afflux, de plus en plus important, des réfugiés. «Qu'ils nous cachent dans leurs voitures, qu'ils nous sortent d'ici», supplie Grâce, avant de se raisonner. C'est impossible. Comme tant d'autres, avant même de quitter la ville, elle serait repêchée et achevée. «Alors, dites tout, souffle la jeune femme, désespérée. Qu'ils prennent tous leurs responsabilités: le gouvernement, l'étranger, les Nations unies. Autrement, de toute façon, nous sommes perdus.»

Stephen SMITH



A Kabagari, enterrement dans la fosse commune des Tutsis tués dans la nuit par l'armée.

Questions sur un massacre

Séquelles du colonialisme, héritage du tribalisme? La communauté internationale s'interroge sur les causes d'un génocide qu'elle a été incapable d'empêcher.

La question: comment 85% d'une population peuvent-ils se mettre à tuer rageusement leurs prochains en croyant, la plupart du temps sincèrement, que leur propre survie est menacée par cette minorité?

Première réponse: le Rwanda est une terre de massacres à répétition - de 1959 à 1961, en 1964, en 1973 et à nouveau depuis 1990, sans remonter plus loin dans l'histoire, effets comme ailleurs en Afrique d'un «tribalisme» meurtrier. Faut-il pour autant conclure à une haine atavique entre Hutus et Tutsis? En distinguant, pseudo-scientifiquement, entre «la minorité pastorale hamitique» - les Tutsis - et «la majorité paysanne hutue», le colonisateur belge a exacerbé le virus de la haine ethnique. Or, ni par la langue ni par la religion les Hutus ne se distinguent des Tutsis. Le racisme - mutuel - des Tutsis et des Hutus est pour une part l'invention d'une modernité importée et, souvent, mal assumée: faute de pouvoir repérer un Tutsi au physique, les miliciens hutus sont obligés de décorquer des cartes d'identité.

Seconde réponse: au Rwanda, on tue d'abord parce qu'on a peur. Tous ces miliciens armés de machettes et de gourdins ensanglantés sont pas des «sauvages» sans pitié. Certes, dans la misère, la vie humaine n'a pas la même valeur. Sûrement aussi, dans des sociétés paysannes, la violence est vécue autrement que dans le monde riche. Mais la terreur collective est «rationnelle» quoique insensée: le but est d'achever avant d'être à son tour tué. Les Hutus n'épargnent même plus femmes et enfants au prétexte qu'en 1959, lors de leur révolution contre la «féodalité» tutsie, ils les avaient laissés en vie et qu'une nouvelle génération est rentrée de l'exil les armes à la main.

Troisième réponse: la réciprocité. Se-

lon des témoignages dignes de foi, des exactions, voire des contre-massacres, ont été perpétrés par le Front patriotique rwandais (FPR), composé majoritairement de Tutsis. En attendant de connaître l'ampleur de ces exécutions, il faut certes se garder de conclure. Mais quand bien même il ne s'agirait que de «bavures», d'une rage vengeresse née du génocide, celles-ci correspondraient aux réflexes meurtriers de deux communautés dressées l'une contre l'autre à force d'être massacrées. Il ne faut pas non plus oublier l'impact qu'a eu, au Rwanda, la «démocratie assassiniée» au Burundi voisin. En octobre dernier, après trente ans de dictature minoritaire tutsie, le premier président hutu démocratiquement élu, Melchior Ndadaye, a en effet été abattu, lors d'un putsch, par des militaires tutsis...

Quatrième réponse: la manipulation. Lorsque, le 6 avril dernier, le président rwandais Juvénal Habyarimana a péri à son tour dans un attentat à ce jour inexpliqué, la riposte était prête et a été aussitôt mise en œuvre par tous les énarques du régime. Les mêmes qui, au temps fort de la dictature Habyarimana, avaient déjà massacré en douceur - notamment les escadrons de la mort du «réseau zéro» - ont incité à l'extermination des Tutsis. Le faible niveau d'instruction et la peur des paysans, encadrés par des miliciens et des «comités d'autodéfense civile», ont permis une redoutable efficacité: jusque dans le dernier hameau, au fin fond du «pays des mille collines», la machine meurtrière a fonctionné à l'appel des radios d'Etat.

Cinquième réponse: le racisme a été politisé. La démocratisation au Rwanda a fait naufrage sur des réalités ignorées. En introduisant le multipartisme, sous la pression de l'extérieur, ce petit pays a, selon la mauvaise formule consa-

crée, «réveillé de vieux démons». Les partis ont fleuri, sans programmes ni idées, simples coquilles vides des ambitions et haines auparavant contenues. Le «tribalisme» est devenu leur seul vecteur.

Dans le domaine religieux, le président de la conférence épiscopale du Rwanda, M^r Thaddée Nsengiyumva, dresse le même bilan: «Le message chrétien n'est pas passé. Après presque un siècle d'évangélisation, tout est à recommencer, autrement. Car les meilleurs catéchistes, ceux qui remplissaient le dimanche nos églises, ont été les premiers à sortir les machettes à la main...»

Et la responsabilité de l'étranger? Elle est plus facile à résumer, même si, du côté des Hutus, la haine viscérale des Belges et l'admiration béate pour la France - «notre seul pays ami» - a de quoi déconcerter. Pour avoir longtemps soutenu le régime du général-président Habyarimana, les yeux fermés sur des tueries - déjà - orchestrées, Paris paye aujourd'hui le prix de sa «fidélité». La France s'en dépeçait du boubier en faisant appeler à l'ONU et a réussi à rapatrier ses troupes du Rwanda à la fin de l'année dernière. Seulement, dès lors, le jeu était faussé: entre une dictature délaissée par sa puissance tutélaire et des troupes puissamment soutenues par l'Ouganda, les Nations unies ont été impuissantes. Dès la reprise de la guerre, elle s'est retirée. Aujourd'hui aucun Etat ne voit plus pourquoi il en verrait ses soldats: pour s'y faire massacrer ou être les témoins impuissants des forfaits commis? Afin de sauver ceux qui peuvent l'être encore? Au Rwanda, il faudrait, estiment les experts, une intervention armée et offensive. Or, après le fiasco de la Somalie plus aucune voix ne se lève en faveur de cette solution?

S.S